



HAL
open science

DÉMOGRAPHIE ET ANALYSE STRATÉGIQUE

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. DÉMOGRAPHIE ET ANALYSE STRATÉGIQUE. Défense, 1999, 83, pp.76-80. <halshs-01161879>

HAL Id: halshs-01161879

<https://shs.hal.science/halshs-01161879v1>

Submitted on 9 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Démographie et analyse stratégique

par Gérard-François Dumont¹, professeur à l'université de Paris-Sorbonne, ancien recteur d'académie.

Dans l'analyse stratégique, l'importance des données démographiques est trop souvent insuffisante. L'actualité géopolitique fournit pourtant de nombreux exemples, permanents ou périodiques, de son caractère essentiel. Il est indispensable de prendre conscience des faits de population.

L'analyse stratégique, dont l'objectif est d'aider à organiser la défense d'une nation, a souvent été simplifiée pendant la période de la guerre froide. On se contentait assez souvent d'une présentation duale du monde, opposant les pays disposant de moyens nucléaires et les autres. Les premiers étaient considérés comme les maîtres du monde, capables d'en être les gendarmes et d'imposer leurs lois dans les secteurs sous leur domination. Les seconds n'avaient plus qu'à s'aligner sur l'un des premiers pour bénéficier indirectement d'un parapluie de dissuasion nucléaire. Certains - comme l'Inde, car sa taille le rendait possible - mettaient au point une stratégie leur permettant de profiter en même temps des deux grandes puissances nucléaires.

Dans ce contexte, l'analyse stratégique se consacrait essentiellement aux moyens techniques permettant de dissuader l'adversaire - c'est-à-dire l'URSS pour le monde occidental - d'attaquer. Par exemple, la littérature sur l'initiative de défense stratégique - communément appelée "la guerre des étoiles" - lancée par le président Reagan en 1983 donna lieu à une littérature particulièrement abondante¹. Puis l'implosion soviétique mit en évidence que la stratégie ne peut se contenter d'examiner exclusivement le potentiel militaire. En effet, le fait d'être organisé comme une économie de guerre et de disposer d'une armée considérable n'empêcha pas l'URSS de devoir laisser les peuples d'Europe de l'Est recouvrer une véritable indépendance, ensuite de devoir laisser les peuples, qui avaient été réunis dans le système soviétique par la force, organiser à

leur tour leur indépendance. En 1989-1991, tous les atlas du monde, tous les livres de géopolitique, la majorité des ouvrages sur l'économie mondiale, et nombre de présentations statistiques devinrent brutalement obsolètes. Le pays le plus militarisé du monde n'était pas parvenu à assurer la pérennité de ses frontières et il fallait revenir sur soixante-dix ans d'histoire politique.

Or la plupart des analyses stratégiques n'avaient pas prévu de tels événements. Même lorsque ceux-ci se mirent en marche, d'importants chefs d'État européens, prisonniers de schémas stratégiques anciens, ne comprenaient pas où allait l'histoire ; ils pensaient par exemple que

Le poids et le comportement des populations pèsent sur les réalités stratégiques

la réunification de l'Allemagne pouvait être enrayée ou que l'indépendance des pays Baltes pouvait être empêchée.

En fait, tout cela provenait de la tendance trop fréquente à faire de l'analyse stratégique avec des œillères, en considérant trop exclusivement les aspects strictement militaires. Or, il est impératif, dans ce type de réflexion, d'analyser également le champ de l'économique, du politique, de l'idéologique, du religieux. Ainsi les guerres en ex-Yougoslavie sont incompréhensibles sans prendre en compte l'existence de différentes confessions et ce que l'on désigne sous le nom de "purification ethnique" devrait en réalité s'intituler "purification religieuse".

¹Auteur d'une vingtaine de livres dont Les migrations internationales (Editions Sedes) et Le monde et les hommes (Editions Litec).
Vient de publier Les racines de l'identité européenne chez Economica.

Parmi les champs à étudier, il convient de ne pas omettre celui de la démographie. Le poids des populations et leurs comportements pèsent en effet sur les réalités stratégiques. D'une part, l'importance numérique des populations, même dans un monde qui privilégie souvent l'armée de métier, exerce une influence réelle. D'autre part, les dynamiques démographiques conduisent à des réflexions stratégiques et à des stratégies spécifiques. En outre, les comportements migratoires des populations modifient les réalités géopolitiques et les situations de défense.

LE FAIT DÉMOGRAPHIQUE

Le nombre des hommes a toujours eu une forte signification dans la vie internationale. Les pays disposant d'une masse humaine importante ou plus importante se trouvent, en raison même de leur poids démographique, dans une situation stratégique différente. L'un des grands stratèges français, Vauban, a souligné l'importance des ressources humaines dans son *Projet de dîme royale* (1705). "La grandeur des rois se mesure par le nombre des sujets." Ce qui était vrai au début du XVII^e est toujours d'actualité aujourd'hui. Ainsi l'histoire de la Chine est totalement dépendante de son poids démographique : il suffit pour cela d'en rappeler quelques éléments. En 1955, la Corée du Nord, qui avait déclenché les hostilités le 15 juin 1950, est vaincue et son territoire largement conquis. Pour que la vaste Chine, qui soutenait la Corée du Nord, ne soit pas perdante, l'armistice de Pan Mun Jon du 27 juillet 1953 décide le retour au statu quo, c'est-à-dire aux frontières correspondant au mandat des États-Unis et de l'URSS de 1945, les troupes américaines se retirant du Nord. La plus puissante démocratie mondiale accepta donc de ne pas faire respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de ne pas demander au Nord les élections libres envisagées lors des accords antérieurs. Néanmoins deux millions de Coréens du Nord "votèrent avec leur pieds" en fuyant au Sud avant la constitution du véritable mur que forme encore la zone démilitarisée entre les deux pays.

Un problème semblable survint avec la guerre du Vietnam. Les accords de Genève de 1954 prévoyaient des élections



Le nombre des hommes a toujours une forte signification. Photo D.R.

générales dans un pays réuni dans les deux ans. Mais un scénario, "coréen" à l'origine, se mit en marche ; et il eût fallu, pour l'enrayer, affronter la Chine et donc franchir, par des voies terrestres, le 17^e parallèle ; les États-Unis préférèrent se considérer tenus en échec par le Vietnam.

Lorsque l'Assemblée générale des Nations unies décide le 25 octobre 1971 l'admission de la Chine populaire et l'expulsion de Taiwan, la situation idéologique n'a pas changé : par sa politique intérieure comme par sa politique internationale, la Chine est aussi éloignée de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 que vingt ans plus tôt. Aucune évolution n'est en cours ni à l'intérieur ni au Tibet occupé depuis 1950.

Et pourtant, la Chine reçoit un siège au Conseil de sécurité. C'est que la Chine est le pays le plus peuplé du monde avec alors environ 700 millions d'habitants. Une Organisation des Nations unies peut-elle refuser l'adhésion du pays le plus peuplé, quitte à en exclure un autre qui devient en quelque sorte un régime de fait ? L'ONU ne fait que s'aligner sur le fait démographique, à l'instar des différents pays, en nombre croissant, qui ont privilégié dans leurs relations diplomatiques la Chine à la place de Taiwan.

DEUX POIDS DEUX MESURES

Une décennie plus tard, en 1984, et alors que la situation politique chinoise reste toujours fondée sur un régime autoritaire, interviendra une nouvelle reconnaissance du fait démographique avec la déclaration conjointe des gouvernements chinois et britannique prévoyant le retour de Hong Kong à la Chine en 1997. Quel contraste entre les relations anglo-chinoises et anglo-argentine ! Concernant les secondes, la revendication des îles Malouines finit par provoquer la rupture des relations diplomatiques en 1978, puis la guerre et le blocus maritime de l'Argentine par le Royaume-Uni pour un territoire de 12 000 km², peuplé de quelques milliers d'habitants. De l'autre, une revendication semblable sur un territoire plus petit (1 068 km²), mais incomparablement plus peuplé (plus de cinq millions d'habitants) et plus riche, conduit à un accord. Et le massacre de Pékin de 1989, qui a soulevé beaucoup d'émotion dans la population locale et dans l'opinion internationale, ne modifie pas le calendrier prévu. Là encore, le fait démographique prime et le Royaume-Uni considère qu'il ne peut se permettre d'entretenir de mauvaises relations avec la Chine, en dépit de leur différence idéologique. Avec les événements de l'année 1998

L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE MONDIALE : ÊTRE OPTIMISTE OU SCIENTIFIQUE ?

L'estimation du taux de croissance moyen des populations du monde

Année médiane	Taux de croissance (%)
1952	1,79
1957	1,85
1962	2,00
1967	2,06
1972	1,96
1977	1,9
1982	1,75
1987	1,74
1992	1,68
1997	1,4

D'autre part, le taux de croissance moyen des populations du monde a diminué régulièrement depuis la fin des années 1960, et est passé de 2,06% en 1967 à 1,4% en 1997, soit une diminution de plus de 30% en une génération.

En outre, et en dépit des phénomènes d'inertie propre à la démographie, l'excédent des naissances sur les décès diminue depuis 1992. Conformément à ce que j'ai toujours annoncé en me fondant sur une analyse démographique scientifique, il n'y a donc pas emballement de la croissance, mais une décélération générale (Cf. par exemple mon livre *Le monde et les hommes*, Editions Litec), dont la rapidité conduit à mettre à jour constamment à la baisse les évaluations et plus encore les projections. Cela n'enlève bien entendu aucune crédibilité au fait que la population mondiale va continuer à croître par effet d'inertie et grâce à la croissance - heureuse - de l'espérance de vie. Tout ceci a d'importantes conséquences politiques et géopolitiques, qui ne doivent être déclinées qu'à partir d'une connaissance des réalités démographiques.

Dans le numéro 82 de *Défense* (décembre 1998), Yves-Marie Laulan a la bonté de me citer dans une typologie distinguant parmi les démographes les plus optimistes, les réalistes et les cyniques. Comme, selon lui, j'aurais parlé "sans rougir de la légende de l'emballlement démographique du Sud", Yves-Marie me classe parmi les optimistes.

Je suis au regret de décliner cette classification car un universitaire n'a pas, dans sa discipline, à être optimiste, pessimiste ou cynique; il se doit d'être scientifique. C'est pourquoi, synthétisant mes analyses conduites depuis plusieurs années, j'ai écrit dans la revue *Politique internationale*, n°73, automne 1996, que la présentation médiatique selon laquelle "on assisterait à un emballement de la croissance démographique est erronée".

Effectivement, d'une part, le terme emballement signifie, selon le second sens présenté dans le Robert, un régime anormal. Or le régime démographique des pays du Sud n'a rien d'anormal, mais s'inscrit dans la logique de ce qu'il est convenu d'appeler la "transition démographique".

qui ont touché la Grande-Bretagne, peut-être le général Pinochet se dit-il que, s'il avait été un dirigeant chinois ou d'un pays important et non celui d'un petit pays latino-américain (moins de 15 millions d'habitants), son sort eût été différent.

L'autre exemple très actuel du poids du nombre est celui de la Russie. Certes, la Russie n'est pas l'URSS. Elle regroupe 147 millions d'habitants, alors que l'U.R.S.S. avait 284 millions d'habitants au moment de sa disparition politique en 1991. Mais si l'on ajoute deux pays très liés à la Russie - l'Ukraine et la Biélorussie - on compte alors 208 millions d'habitants. Même si la Russie dispose d'un stock d'armes et de matériels importants, on note que son efficacité tactique apparaît limitée. La place internationale de la Russie pourrait donc être relativisée, par exemple en prenant en compte son poids économique ou financier. A cette aune, la Russie n'est pas grand chose. Son produit national brut par habitant (2 240 dollars américains) est inférieur à celui de la Slovaquie (2 950), de la Pologne (2 790), de la

République tchèque (3 870) et plus de dix fois inférieur à celui de la France (27 510) ou de l'Autriche (26 890). Son PNB total est devancé par l'Australie, les Pays-Bas, la République de Corée, l'Espagne, le Canada, ... Il ne représente que 1,2 % du PNB mondial alors que la France pèse 5,9 % et les USA 25,7 % (chiffre 1995). Or il est clair que le poids international de la Russie, comme l'ont montré les affaires du Golfe ou de l'ex-Yougoslavie, ou comme on le sait au regard de l'élargissement de l'Union européenne qui exclut - sans qu'on ose le formuler ainsi - pour le moment les pays les plus proches de la Russie, est nettement supérieur à sa réalité économique et à sa capacité militaire réelle actuelle. C'est donc que d'autres éléments jouent, parmi lesquels le poids démographique (et géographique) de la Russie.

LES DIFFÉRENTIELS DÉMOGRAPHIQUES

Outre l'importance des rapports démographiques, l'analyse stratégique doit également prendre en compte les dynamiques

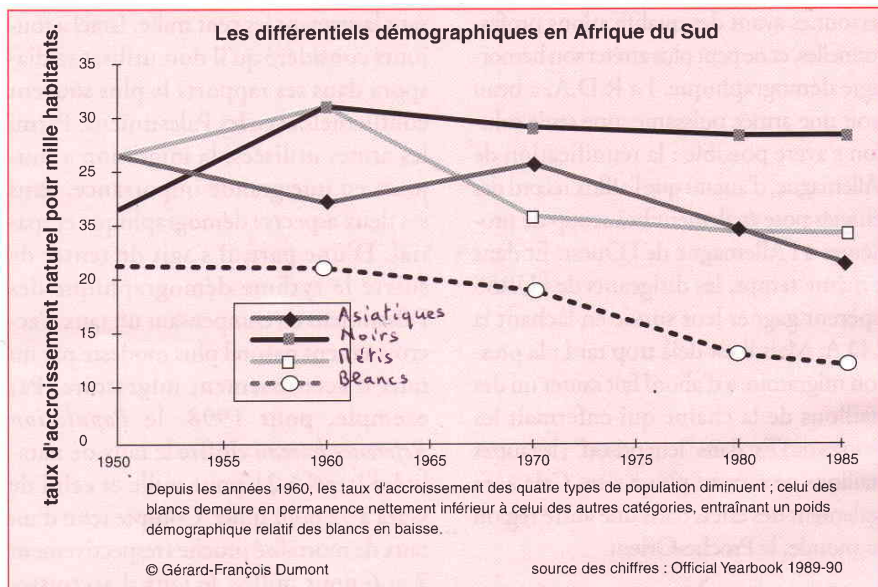
démographiques. La France s'est trouvée au cœur de cette question avec l'affaire algérienne. Le maintien de l'Algérie dans la République française supposait de prendre en compte un important différentiel démographique exigeant des investissements publics privilégiant les départements algériens. Même si cela se révélait possible notamment en raison de la découverte des hydrocarbures, ce n'était réalisable que par un choix politique volontariste. Mon maître Alfred Sauvy, rappelant ses analyses de l'époque, précisait qu'il avait souhaité exposer au général de Gaulle combien il fallait ou élever la richesse économique de l'Algérie au niveau de la métropole, ou bien la laisser choisir son destin.

Un problème semblable, mais dans un contexte différent, s'est passé en Afrique du Sud. Pendant que les dirigeants blancs déployaient des efforts pour attirer des immigrants blancs, la population noire grossissait d'émigrés africains voulant bénéficier d'une économie plus prospère. A ces dynamiques migratoires s'ajoutaient des taux de croissance démographique net-

tement plus élevés chez les Noirs que chez les Blancs. Au total, la population noire augmentait trois fois plus vite que les Blancs et la population métisse et asiatique deux fois plus vite.

La proportion de Blancs, qui était de 21 % au moment de l'indépendance en 1931, diminue, même si c'est au rythme lent spécifique aux logiques démographiques. Tout en prenant en compte les pressions internationales, les dirigeants blancs réalisent qu'ils est impossible de négliger les réalités démographiques et les prennent en compte. En effet, même si l'on ne retient souvent que l'année 1991 avec la suppression des trois lois antérieures fondant le régime d'apartheid (loi sur la propriété de la terre de 1913 à 1936, loi sur les zones réservées de 1950, loi sur l'enregistrement de la population de 1950), la fin de l'apartheid est une démarche qui s'est déroulée, avec une intensité variable, sur 17 ans. On en voit une illustration démographique en 1984, année où la représentation des métis dans les divers organismes internationaux est décidée. En effet, c'est en cette même année 1984 que les métis atteignent la proportion de 10 % dans l'ensemble de la population. Donc, l'apartheid était, tôt ou tard, appelé à mourir. Soit il préparait sa mort par des mesures progressives -et donc progressivement acceptées- de la part des citoyens blancs, soit il risquait de disparaître dans les violences. En définitive, il revint au Parti national, déjà aux affaires lors de l'entrée en vigueur du système de l'apartheid en 1948, de supprimer définitivement ce système après que son chef Frederick De Klerck, eut préconisé officiellement, lors de la campagne des élections législatives de 1989, auxquelles ne participaient pas les Noirs, "la fin de la domination blanche".

Le cas de l'Afrique du Sud nous a déjà laissé entrevoir le rôle stratégique des migrations. Par exemple, dans l'exemple ci-dessus de Hong Kong, on a noté la faiblesse relative de l'ancienne colonie britannique. Mais cette faiblesse s'est trouvée partiellement compensée par l'importance démographique de Hong Kong résultant des migrations dont a bénéficié ce territoire. Par exemple, dans la carte 1989 des Nations



unies sur le nombre de personnes nées à l'étranger et résidant dans un pays, la Chine n'est pas citée, tout comme l'URSS, puisque ces pays interdisent toute immigration. En revanche, la population vivant à Hong Kong et née à l'étranger est chiffrée à 42,8 % soit 2 132 000 habitants sur un total de 4 977 000 (données du recensement de 1981). Des chiffres que le gouvernement de Pékin a pris en considération en disant, dans

L'analyse stratégique doit également prendre en compte les dynamiques démographiques.

la présentation de la déclaration conjointe de 1984 : "un pays, deux systèmes". Chacun réalisait bien que le terme système s'appliquait à l'économie, mais il s'appliquait tout autant à la démographie.

LE RÔLE DES PRESSIONS MIGRATOIRES

Ainsi, les migrations modifient le monde comme l'implosion des régimes soviétiques l'a bien montré. Car, à l'origine du mécanisme destructeur de ces régimes, il y a le "vote avec ses pieds". La construction du rideau de fer et du mur de Berlin a pu le retenir pendant 28 ans, mais il ne l'a jamais inter-

rompu. Enfin est arrivée cette année 1989 où la fin du totalitarisme soviétique est née de la pression migratoire. Puisque les Allemands de l'Est ne pouvaient guère rejoindre l'Allemagne de l'Ouest, simplement en traversant la frontière, les voilà qui se mettent en route avec leur voiture Trabant, traversent la Tchécoslovaquie, pénètrent en Hongrie. Puis les autorités hongroises, aux prises avec de nombreux passages illégaux, suspendant leurs accords avec la R.D.A., ne voient d'autre solution, le 10 septembre 1989, que de laisser ouverte la frontière austro-hongroise d'abord au poste de Hegyeshalom. Et les ministres autrichien et hongrois des Affaires étrangères coupent ensemble symboliquement le rideau de fer. Une boutade fait alors florès à Bonn : "La réunification allemande est en marche... en R.F.A., par le transfert des dix sept millions d'Allemands de l'Est vers l'Ouest." En définitive, l'année 1989 enregistre, pour la république fédérale d'Allemagne, le plus fort afflux de réfugiés de souche allemande depuis la création de cette république en 1949 : 720 000, trois fois plus qu'en 1988 : ils viennent d'abord d'Allemagne de l'Est (les *Ubersiedler*), au nombre de 343 854, contre 39 832 en 1988. Les autres (*Aussiedler*) viennent principalement de Pologne (250 340), d'URSS (98 134) et de Roumanie (23 387). Du fait de l'importance de son émigration, la R.D.A. n'est plus viable : elle perd notamment des

POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

personnes ayant des qualifications professionnelles, et ne peut plus arrêter son hémorragie démographique. La R.D.A. a beau avoir une armée puissante, une seule solution s'avère possible : la réunification de l'Allemagne, d'autant que l'afflux record des réfugiés pose également beaucoup de problèmes à l'Allemagne de l'Ouest. Et dans le même temps, les dirigeants de l'URSS espèrent gagner leur survie en lâchant la R.D.A. Mais il est déjà trop tard : la pression migratoire a d'abord fait sauter un des maillons de la chaîne qui enfermait les peuples de l'Est dans "leur prison" ; les autres maillons ne servent plus à rien. Cela aura également des effets dans une autre région du monde, le Proche-Orient.

GUERRE MIGRATOIRE AU PROCHE ORIENT

En effet, même si Israël avait périodiquement bénéficié de l'arrivée d'immigrants soviétiques depuis 1948, leur nombre atteint en 1990 un record, dépassant largement les cent mille. Israël a toujours considéré qu'il doit utiliser sa diaspora dans ses rapports le plus souvent conflictuels avec les Palestiniens. Parmi les armes utilisées, la migration a toujours eu une grande importance, dans ses deux aspects : démographique et spatial. D'une part, il s'agit de tenter de suivre le rythme démographique des Palestiniens en compensant un taux d'accroissement naturel plus modeste par un taux d'accroissement migratoire. Par exemple, pour 1998, le *Population Reference bureau* chiffre le taux de natalité d'Israël à 21 pour mille et celui de Gaza à 52 pour mille. Compte tenu d'un taux de mortalité proche (respectivement 7 et 6 pour mille), le taux d'accroissement naturel de Gaza est (4,6 pour mille) triple de celui d'Israël (1,5). D'autre part, l'autre arme utilisée concerne la géographie de la population. Il s'agit d'organiser à l'intérieur des territoires des migrations internes dont l'objectif est de

marquer les territoires.

Les exemples rapidement rappelés ci-dessus montrent combien l'analyse stratégique doit en permanence élargir son champ d'investigation à toutes les données et dynamiques démographiques. Il ne s'agit pas d'appliquer une grille de lecture permettant de tout expliquer par les réalités et dynamiques démographiques. Mais il s'agit de ne pas omettre l'existence de lois démographiques de la politique et de la géopolitique dans l'analyse stratégique. Cette prise en compte est d'autant plus complexe que la démographie est une science dont les logiques sont trop souvent méconnues et s'exercent pour nombre d'entre elles selon une inertie qui en masque l'importance.

Concluons en paraphrasant mon maître Alfred Sauvy : **si fondamentales sont les questions de population dans l'analyse stratégique que leur omission prend de terribles revanches sur ceux qui les ignorent.** ▲